



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Suppression de postes / heures d'enseignement / Programmes du primaire

Non au plan primaire Rosselet-Darcos

L'inspecteur d'académie, E. Rosselet a plus consulté pour les mesures de carte scolaire que ne le fait son ministre pour les réformes de l'école, mais comme chaque année la logique comptable destinée à réduire les postes l'a emporté. Il ferme, ferme ici et là, comme lui demande son ministre, pour quelques économies de moyens en piétinant l'ambition d'une école meilleure. « Amazing, Mister Rosselet » !

Contrairement aux objectifs affichés et aux engagements clamés par l'Académie, le bilan global à l'issue du CDEN est de 38 ouvertures pour 60 fermetures, en tenant compte des blocages. **Soit un déficit d'au moins 22 postes pour les écoles parisiennes, auxquels il convient d'ajouter une dizaine de postes laissés vacants dans le secteur de l'aide à la scolarisation des enfants handicapés.**

Il ose fermer 5 postes de « soutien lecture » au nom de la réforme Darcos de l'école primaire. Pour l'inspecteur d'académie, il faut « éviter l'empilement (*sic*) de dispositifs qui rendent illisibles le fonctionnement de l'école ». Il ne fait rien pour la scolarisation des tout-petits, totalement abandonnée.

Le solde est donc négatif et le restera à la rentrée scolaire quand les ouvertures conditionnelles seront refusées et les blocages seront confirmés. A moins que la mobilisation déterminée des parents d'élèves et des enseignants ne vienne perturber cet exercice à la rentrée.

Son cynisme est à l'égal de celui de son ministre quand il dit « Comme les années précédentes, aucun élève ne restera à la porte de son école le jour de la rentrée scolaire ». Comment explique-t-il toute cette fuite vers le privé, dans certains quartiers, de parents angoissés se demandant où ils mettront leur enfants à la rentrée de septembre.

Qui peut croire que les sureffectifs dans les classes, la suppression de postes tant dans le secondaire que dans le primaire améliorent le sort des enfants à l'école ? Quels parents peuvent accepter des programmes qui réduisent la part de réflexion, de compréhension, de découverte ? Qui peut, aujourd'hui, accepter que le ministre limite la dimension culturelle des apprentissages ? Qui peut comprendre qu'il occulte toutes les connaissances sur les modalités d'apprentissage des enfants ? Qui peut accepter la suppression de deux heures d'enseignement hebdomadaire et le renvoi du soutien après la classe, après l'école, y compris dans des stages de remise à niveau pendant les vacances ?

Nous nous opposons à cette remise en cause en profondeur du système éducatif par des mesures, tant de fermeture de classes, que d'appauvrissement des programmes, de diminution du nombre d'heures d'enseignement, de remise en cause du soutien dans le temps scolaire, qui ne permettront pas la réussite de tous les élèves, contrairement à ce que proclament le président de la République ou le ministre de l'Éducation nationale.

Non, nous ne renoncerons pas à une école de qualité, partout, et pour tous !

Paris, le 19 juin 2008

RELATIONS PRESSE : Bernard Dubois - ☎ 06 63 36 38 47 bernard.dubois@fcpe75.org

Communiqués en ligne sur : http://www.cpe75.org/cdpe/n_rpresse.htm